

L'ESSAI NUCLÉAIRE À AMCHITKA—DEMANDE DE  
RECTIFICATIONS DU COMPTE RENDU—LA REQUÊTE DE  
L'ÉGLISE UNIE

**M. David MacDonald (Egmont):** J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur l'Orateur, à propos de l'annonce d'hier sur l'essai d'Amchitka. Il est regrettable que le premier ministre soit absent aujourd'hui. Je me demande si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait faire rectifier le compte rendu de la déclaration sur l'inutilité de toute autre protestation contre ces essais étant donné, selon l'annonce du président de la Commission américaine de l'énergie atomique, que le dispositif pourrait être neutralisé en tout temps avant la détonation qui doit se produire au cours de la semaine prochaine. En outre, le ministre a-t-il reçu du Conseil général de l'Église Unie un télégramme où il demande au gouvernement canadien de faire un dernier appel à celui des États-Unis?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur, je crois que le compte rendu devrait être modifié. La teneur des propos du président de la CEA ne nous était pas parvenue en entier au moment où le premier ministre a pris la parole. Les renseignements dont le député a parlé sont venus après et, dans cette mesure, je pense que le premier ministre voudra modifier sa réponse. Je crois savoir que l'Église Unie du Canada a présenté une requête à ce sujet.

• (2.30 p.m.)

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il dire quelle sera la réponse à la requête et à celles des Églises anglicane, presbytérienne et catholique romaine? En outre, le lieu de l'explosion étant aussi proche des côtes du Japon et de l'Union soviétique que des nôtres, envisage-t-on une forme d'initiative conjointe en vue d'empêcher l'essai?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, la réponse à ces requêtes serait la même que celle qu'on a donnée à la Chambre hier, soit que le gouvernement est d'avis que l'action entreprise par la Chambre des communes pour manifester son opposition aux essais exprime le mieux et avec le plus de force possible les vues du Parlement. Le premier ministre ne ferait que répéter ce que la Chambre a déjà exprimé à l'administration américaine.

**M. MacDonald:** Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Le député peut poser une dernière question supplémentaire et puis nous passerons à autre chose.

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur, comme le ministre a fait savoir que le gouvernement est peu disposé à prendre d'autres initiatives, songe-t-il à fournir une escorte quelconque au *Greenpeace*, témoignage civil émanant de Vancouver, afin de garantir son droit de navigation inoffensive lorsqu'il tentera de manifester contre cet essai?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je dois dire que je ne souscris pas à la première partie de la réponse que le député a donnée à sa propre question. Il m'a demandé si le premier ministre avait l'intention de formuler d'autres instances et la réponse à cette question est non. Toutefois, aux Nations Unies aujourd'hui, le député de Coast-Chilcotein, qui est mon secrétaire parlementaire, prononcera un discours au premier comité...

**M. Woolliams:** Il l'a déjà fait.

**L'hon. M. Sharp:** Il l'a peut-être déjà fait, mais il communiquera aux Nations Unies les vues des députés.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacDonald:** Une question de privilège, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député d'Egmont veut soulever la question de privilège.

**M. MacDonald:** Est-ce que le gouvernement a décidé d'envoyer un blanc-bec accomplir une tâche importante?

**Des voix:** Honte!

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La parole est au député d'Oshawa-Whitby.

\* \* \*

### LA MAIN-D'ŒUVRE

#### LES SUBVENTIONS AU RECYCLAGE ET LES CATÉGORIES D'EMPLOIS OFFERTS

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Dans sa déclaration d'hier, il n'a rien dit concernant le rapport possible entre le programme de formation sur place et le nombre d'emplois offerts aux hommes qui auront suivi ce cours. Prend-on des mesures en vue de s'assurer que les subventions destinées à couvrir le coût de la formation sur place corresponde aux emplois qu'on espère avec raison être offerts sur le marché du travail?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, c'est ce à quoi visent toujours les programmes de formation de la main-d'œuvre de toutes catégories; ce sera aussi l'objectif prévu du programme de formation sur place dans la mesure du possible.

**M. Broadbent:** Si tel est le cas, pourquoi n'en fait-on pas un des critères généraux d'après lesquels les subventions seront accordées?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je signale à l'honorable député qu'il provoque ainsi un argument.

\* \* \*

### LES NATIONS UNIES

#### LE COMPORTEMENT DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE LORS DE L'EXPULSION DE FORMOSE

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il voudra peut-être la prendre en délibéré puisqu'il n'est pas, pour ainsi dire, directement impliqué. La délégation canadienne à l'assemblée générale des Nations Unies à New York était-elle du nombre de celles dont les porte-parole de l'administration américaine ont dit qu'elles ont sauté de joie dans un état évident de grande satisfaction à l'annonce de la défaite des États-Unis sur le plan diplomatique?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien n'a évidemment pas réagi de cette façon par l'inter-